Pierre Brochand, ancien directeur de la DGSE : vers une guerre de tous contre tous ?

écrit par François des Groux | 15 janvier 2020

.

En deux articles, Antiislam faisait le point sur deux émissions d'Arte, l'une sur la décolonisation (forcément à charge contre la France), l'autre sur la colonisation musulmane de notre pays (forcément positive).

https://resistancerepublicaine.com/2020/01/09/decolonisation-lignoble-serie-darte-inspiree-par-les-theses-des-indigenistes/

https://resistancerepublicaine.com/2020/01/15/promotion-forcenee-de-la-religion-damour-de-tolerance-et-de-paix-sur-arte-hier-soir/

Si la télévision d'État participe à cette mythification (des méchants français contre les fidèles d'une religion d'amour, de tolérance et de paix), il n'en est pas de même pour certains hauts fonctionnaires plus réalistes et moins angéliques.

Tel Pierre Brochand, ancien directeur de la DGSE, brossant un tableau plus que sombre de la réalité de l'immigration africaine et musulmane et de la situation dans les « zones de non-droit ».

Des zones se multipliant et s'agrandissant de façon cancéreuse. Des zones où s'esquissent les prémices, non pas d'une guerre civile (un même peuple se faisant la guerre) mais « d'une guerre de tous contre tous ».

Et avouons-le, d'une guerre d'un genre nouveau en France, religieuse et multiethnique, n'ayant qu'une seule cible : les Blancs, chrétiens ET juifs.

.

Extraits (et synthèse par « Calligramme », sur Fdesouche)

Intervention de Pierre Brochand, ambassadeur de France, ancien directeur général de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, lors du séminaire « Immigration et intégration – Table ronde autour de Pierre Brochand » du mardi 2 juillet 2019.

Monsieur le président,

[…] je considère, en mon âme et conscience […] que, de tous les énormes défis que doit affronter notre pays, l'immigration, telle qu'on l'a laissée se développer depuis près de 50 ans, est le plus redoutable.
Pourquoi le plus redoutable ?

Parce qu'il est le seul, à mes yeux, susceptible de mettre directement en cause la paix civile, dans une société non seulement fragile mais volontairement aveugle à ce danger.

[…]

Sur l'accélération spontanée de l'immigration :

Le mouvement de l'immigration par le droit, dans la mesure où il est auto-entretenu – l'effet devenant la cause qu'il renforce –, s'accélère spontanément sans crier gare, selon une loi mise en évidence par Paul Collier, éminent économiste d'Oxford.

En vertu de ses recherches, 10 immigrés installés en font venir 7 autres par le jeu du droit (regroupement familial, mariages, études, naturalisations) et ces 17 en appellent 12 autres, et ainsi de suite à l'infini, comme dans une pyramide de Ponzi, dont il faut bien payer un jour la note.

Sur l'effet « *goutte d'eau* » de l'immigration :

Les flux, même s'ils sont considérables (400 000 personnes en 2018 pour les seuls légaux et semi-légaux, mineurs non compris), ne provoquent pas de choc immédiat : pour reprendre un autre anglicisme, ils sont incrémentaux, c.-à-d. s'additionnent, au jour le jour et d'année en année, pour produire des effets de «*stock*» progressifs, auxquels les esprits ont le temps de s'habituer. Illusion d'optique bien naturelle, puisque les courants annuels ne représentent « *que* » 3 à 4 % du «*stock*». Ce processus de la (grosse) goutte d'eau est néanmoins néfaste en ce qu'il fournit un alibi à la passivité de la classe politique, qui (…) ne demande que ça, quoiqu'elle puisse en penser par ailleurs.

Ainsi, dès lors qu'il n'en résulte pas de catastrophe immédiate et spectaculaire, tout peut continuer comme si de rien n'était.

Et même, si des événements dramatiques, liés de près ou de loin à l'immigration (émeutes de 2005, attentats de 2015), viennent occuper le devant de la scène, ils sont peu à peu normalisés et banalisés, voire oubliés, par une sorte d'effet de cliquet propre à encourager l'aveuglement volontaire.

Le paradigme de la terrasse de café :

Les terrasses des deux ou trois cafés, autrefois fréquentées par des familles remuantes et joyeuses, souvent d'origine italienne, sont aujourd'hui occupées, du matin au soir, et depuis maintenant des décennies, uniquement par des hommes oisifs, aux regards indifférents ou inamicaux, que l'on préfère ne pas croiser. D'autres tiennent les murs.

La plupart poursuivent d'interminables conversations en langue étrangère, aux heures habituelles de travail. La seule véritable activité se concentre autour du vaste supermarché d'alimentation halal, comme l'indique une enseigne au néon bien en vue. Moins visibles, d'autres offrent de la drogue, en quantités, il faut le reconnaître, artisanales, même si les autorités ont dû temporairement fermer le café où le trafic se concentrait de la manière la plus voyante.

Au sujet de l'exception de l'immigration asiatique :

Pour l'immigration asiatique, sino-vietnamienne en particulier, ni le décalage culturel, ni le passé colonial (pour les Indochinois) ne semblent avoir été un obstacle sur la voie d'une intégration, sinon d'une assimilation, réussie. Il s'agit là d'une exception embarrassante à l'axiome selon lequel, sous le règne de la diversité, il n'est pas d'inégalité sans discrimination.

Les issues possibles d'une reproduction de la crise des cités en 2005 :

Ce n'est pas livrer un secret d'État que d'imaginer que, si une situation d'anarchie ouverte s'étendait et se prolongeait

au-delà de ce que furent son extension et sa durée en 2005, il n'y aurait plus d'autres recours pour la contenir que l'appel aux forces armées, sous des formes d'ailleurs peu évidentes à définir, sauf à abandonner des pans entiers du territoire, ainsi que leurs habitants, à une résurgence de l'état de nature au sens hobbesien du terme.

La situation actuelle de la société multi-ethnique française :

Après 50 ans de renoncements ou de bricolages, nous en sommes venus à vivre, dans une société multiculturelle, multinationale et tacitement multi-ethnique, où, pour la première fois en mille ans d'histoire de France, le « *multi* » se réfère à une composante non européenne, comportant en outre une forte minorité, motivée par le primat de la religion sur tout autre considération.

Sur les renoncements du quotidien, le clientélisme des élus et l'auto-censure des médias :

– Les élus locaux ne sont pas en reste, qui n'ont pas tardé à percevoir les possibilités infinies qu'ouvrait le clientélisme dans un milieu fortement communautarisé.

Ils sont ainsi devenus, dans beaucoup de cas, les acteurs zélés du statu quo, voire de son aggravation, en négociant avec les imams, les notables islamistes, les « *grands frères* » ou parfois mêmes les caïds de la délinquance, le maintien de la paix et la livraison des votes, en échange d'avantages sonnants et trébuchants (subventions à des associations, locations de terrains pour la construction de mosquées, confusion entretenue entre le cultuel et le culturel, etc.).

– Les médias jettent de leur côté un regard pudique et/ou enjolivant sur ces situations, que l'on peut qualifier d'auto-censure, d'abord pour tenter d'occulter les faits les plus gênants, en espérant que les réseaux sociaux ne les révéleront pas (les précautions de sioux prises pour dissimuler les noms

et prénoms des fauteurs de troubles seraient comiques si le sujet n'était aussi grave), mais surtout pour formater les événements ou les situations, afin que leur interprétation ne contredise pas les dogmes en vigueur. J'y reviendrai dans un instant.

– Enfin, il y a les petits soldats du quotidien – enseignants, soignants, policiers, pompiers… – plus ou moins contraints de « *mettre les pouces* », s'ils veulent pouvoir continuer à remplir, au moins partiellement, leurs missions, voire préserver leur intégrité physique. Ce dont on ne saurait évidemment les blâmer. Mais ils sont autant de témoins silencieux de ce Réel, qui prévaut à l'extérieur des boulevards périphériques et parfois à l'intérieur.

L'incompatibilité du « *vivre ensemble* » :

Ce qui – là aussi, il convient de le redire inlassablement – souligne la folie d'avoir laissé entrer dans notre pays des flux d'immigration en provenance d'ex-colonies, au moment même où l'indépendance consacrait l'incompatibilité du «*vivre ensemble*» avec l'ancienne métropole et la volonté des affranchis d'affirmer leur différence, sur une base qui, à l'époque, ne pouvait être qu'ethnique et religieuse. En Algérie, exemple toujours emblématique car extrême, l'embarquement précipité des « *pieds noirs* », puis celui, plus discret et différé, des « *pieds rouges* » **[militants de gauche ayant participé à la « révolution » algérienne – NDA]**, a bien montré la nature et la profondeur de cette rupture.

Devant cette évidence, comment a-t-on pu raisonnablement faire en sorte qu'un couple divorcé, dont le mariage venait de mal se terminer, poursuive son face à face dans le même appartement ? C'est pourtant ce à quoi nous avons cédé en transférant sur le territoire métropolitain le jeu de rôle de la colonisation, qui continue de nous placer en position structurelle d'accusé, près de 60 ans après les indépendances.

[Ce dont F. Braudel, ancien professeur à Alger et Constantine, a fait lui-même le constat : « *pour la première fois, l'immigration pose à la France un problème colonial, mais cette fois planté à l'intérieur d'elle-même* », tout en évoquant « *le rôle angoissant de l'immigration étrangère dans l'équilibre, présent et à venir, de la population française* ».]

Extensions du traitement médiatique des tests de la drépanocytose :

Le premier est relatif aux tests de la drépanocytose, pratiqués sur certains nouveau-nés à risque : maniées avec précaution (elles incluent les Antillais), ces statistiques permettaient de se faire une idée de la proportion des naissances issues de familles d'immigration extra-européenne (39 % en 2016, 75 % en Île-de-France).

Il a, tout simplement, été décidé de mettre fin à ce dénombrement, en fermant les portes de l'agence qui en était chargée, pour d'obscures raisons administratives.

Un autre thermomètre qu'on a préféré casser est celui de l'Indicateur national des violences urbaines (donc centré sur les « *quartiers sensibles* »), qui, après en avoir dénombré 11 000 en 2005, a vu sa publication aussitôt interrompue.

Comme si un chirurgien avait précipitamment recousu l'abdomen de son patient après avoir découvert ce qu'il contenait… Grâce aux compagnies d'assurance, on peut néanmoins se rabattre sur la plus innocente des « *incivilités* », à savoir le nombre de voitures brûlées chaque année (45 000), en grande majorité dans les mêmes « *quartiers populaires* ».

Sur les manipulations et la propagande autour du sujet de l'immigration :

Il me semble, pourtant, que ce discours de l'évitement passe

les bornes de l'indécence démocratique, lorsqu'il devient sciemment manipulation ou mensonge, à l'abri de l'interdiction des statistiques ethniques, qu'à mon sens, on peut qualifier de préférence concertée pour l'ignorance.

Manipulation, quand aucune ressource de la rhétorique n'est négligée pour minimiser ce qui pourrait dévaloriser l'immigration et exalter ce qui peut la valoriser. Dans le premier cas, fleurissent les figures de l'atténuation : euphémismes (*« jeunes »*, *« quartiers sensibles, difficiles, populaires, défavorisés »*), métonymie (*« camion fou »*), antiphrases (*« vivre ensemble »*), litotes (*« sans-papiers »*, *« incivilités »*), oxymores (*« jihadiste strasbourgeois »*, *« islamiste toulousain »*). Dans le second cas, les figures de l'amplification prennent le relais : hyperboles laudatives (*« Mamadou, héros national »*) ou explicatives (exclusion, misère sociale, désespoir, ghetto, relégation, contrôle au faciès, apartheid).

Manipulation, aussi, quand nous sommes sommés d'acquérir, sinon un nouveau lexique, du moins des éléments de langage, hiérarchisant clairement mélioratifs et péjoratifs.

Dans la catégorie des mots à applaudir : ouverture, partage, diversité, mixité, métissage, brassage, nomadisme, accueil, accompagnement, inclusion, régularisation, tolérance, hospitalité, générosité, solidarité, etc. Dans la catégorie des vocables à conspuer : fermeture, distance, exclusion, rejet, repli, allergie, égoïsme, entre soi, crispation, dérapage, race, intolérance, xénophobie, etc. Avec en prime, des mots, jusque-là entièrement neutres, tels que *« seuil »* ou *« remplacement »*, devenus du jour au lendemain imprononçables, car *«sulfureux»* et *« nauséabonds »*, lorsque utilisés dans le contexte de l'immigration.

Manipulation, aussi, quand on cherche à bloquer le jugement par l'élargissement indéfini du périmètre du racisme (étendu à la critique d'une religion, par exemple), ou le redoutable

vecteur de la fausse analogie : à partir d'une ressemblance très partielle (des bateaux en Méditerranée, transportant des immigrants et dont les noms se terminent en 'us'), on fait un rapprochement avec le pire (Aquarius = Exodus).

De manière plus générale, toute approche un tant soit peu critique de l'immigration est aussitôt renvoyée aux années 30, en vertu de ce même parallèle entre Juifs cherchant à quitter l'Allemagne nazie et migrants économiques africains en 2019.

L'immigration, seul domaine non militaire où se pratique un « *secret défense* » officieux :

Au final, l'immigration est le seul domaine non militaire où se pratique une sorte de « *secret défense* » officieux, avec l'intention éminemment louable de ne pas *«mettre de l'huile sur le feu»*, « *attiser la braise* » ou « *faire le jeu de l'extrême droite* ».

Observons, néanmoins, que cette triple mise en garde reconnaît implicitement la gravité du problème, puisque, dans un cas, on admet qu'il y a le « *feu* » ou, à tout le moins de la « *braise* », et, dans l'autre, on ne fait que choisir entre deux maux, ceux résultant d'une éventuelle montée de l'extrême-droite étant jugés pires que ceux provoqués par la poursuite d'une immigration incontrôlée. En somme, le langage que nous tiendraient des autruches si elles avaient la possibilité de parler.

https://www.fondation-res-publica.org/Pour-une-veritable-politique-de-l-immigration_a1227.html